

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 14/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SHL

26 rue Gay Lussac
59147 Gondecourt

Références : contrôle inopiné légio du 24/05/2024
Code AIOT : 0007000877

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2024 dans l'établissement SHL implanté 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la campagne annuelle de contrôles inopinés 2024 pilotée par la DREAL, il a été réalisé un prélèvement d'eau résiduaire réalisé par SOCOTEC visant à détecter la présence de légionelle dans les circuits de refroidissement des 2 tours aéroréfrigérantes en fonctionnement sur le site : la tour "Evapo" et la tour "Events".

Ce prélèvement a été effectué par l'organisme de contrôle Socotec le 24/05/2024. L'inspection a accompagné l'organisme et contrôlé le respect de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 18/01/2010 et de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14/12/2013.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SHL
- 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt

- Code AIOT : 0007000877
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société des Huiles Lemahieu a démarré en 1974 sur le site de Gondecourt des activités de traitement et conditionnement d'huiles de graissage et produits annexes, et traitement d'huiles usagées. En 2000, le site est repris sous le nom SHL par le groupe Flamme. SHL est aujourd'hui filiale à 100 % d'ARF, l'un des trois pôles du groupe spécialisé dans la collecte et le traitement des déchets industriels.

Le site de Gondecourt traite les mélanges eau-hydrocarbures ainsi que les effluents faiblement chargés en hydrocarbures (80 % de l'activité), et procède au réaffinage des huiles usagées. La société SHL est également collecteur agréé d'huiles usagées noires.

En 2022, le site réceptionne environ 2 000 tonnes de déchets par mois.

Le site fonctionne du lundi au vendredi, de 5 h à 22 h et exceptionnellement le samedi de 8 h à 18 h (dans la limite de 10 samedis par an). L'effectif permanent de l'établissement est de 6 personnes (1 responsable de production, 1 laborantin, 4 opérateurs).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stockage des produits biocides et autres.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
2	Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Entretien préventif de l'installation en fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 18/01/2010, article 8.2.4.2	Sans objet
4	la prévention de la légionellose	Arrêté Préfectoral du 18/01/2010, article 8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'examen du rapport d'analyse détaillant les résultats des échantillons prélevés le 24/05/2024

sur les deux tours aéroréfrigérantes en fonctionnement du site, les résultats des analyses en légionelles mettent en évidence une concentration en Légionelle spèce inférieure à 1000 unités formant colonies par litre d'eau (légionelles non détectée). Les valeurs des concentrations relevées dans les circuits des tours Events et Evapo sont donc inférieures au seuil réglementaire de concentration en Legionella pneumophila de 1000 UFC/L dans l'eau du circuit.

En revanche les non-conformités relevées lors de l'inspection approfondie du 24/04/2024 restent inchangées et font déjà l'objet d'une proposition de mise en demeure à la suite de cette inspection approfondie.

Par conséquent, ces points relevés lors du contrôle inopiné font l'objet d'une demande d'action corrective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage des produits biocides et autres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : Etat des stocks de produits dangereux. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : Sur le terrain, l'inspecteur s'est assuré que les produits stockés correspondent bien à la stratégie de traitement et que les stocks sont suffisants. Un relevé hebdomadaire de l'état des stocks des deux produits biocides est réalisé : quantité et date de péremption. L'exploitant a déclaré utiliser les produits biocides pour l'usage suivant : <ul style="list-style-type: none">- Biocide BAL K20 : biocide non oxydant- Biocide CA110B ou CA110 : biocide et anti-tartre, anti-corrosion Sur le site BioCID : <ul style="list-style-type: none">-BAL K20, EAUTEX est inactif avec une date de fin de mise sur le marché au 28/12/2017 et une date de fin d'utilisation au 01/07/2018. <u>Extrait du rapport du 02/05/2024 :</u> « La demande d'autorisation de mise sur le marché (AMM) semble ne pas avoir été déposée. <ul style="list-style-type: none">-CA110B, EAUTEX est inactif avec une date de fin de mise sur le marché au 28/12/2017 et une date de fin d'utilisation au 01/07/2018. La demande d'AMM semble ne pas avoir été déposée. <ul style="list-style-type: none">-CA110, EAUTEX est introuvable sur le site BioCID. »

<p>Les conditions de stockage des produits CA110 et BALK20 sont conformes aux prescriptions de la FDS fournie par l'exploitant. En effet, l'exploitant dispose dans son hall de stockage des moyens d'extinction adéquats décrits dans la FDS (Extincteur CO2 en nombre adapté et positionné au droit de la zone de stockage). Aucun oxydant fort (matières incompatibles mentionnées dans la FDS) n'est stocké à proximité de la zone de stockage des produits biocides. Les biocides sont stockés verticalement dans des récipients étanches à une température ambiante inférieure à 35°C. Par contre, la nature du produit CA 110 (biocide ou non) et sa composition n'apparaissent pas dans les FDS fournies.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Demandes : L'exploitant a déclaré ne pas avoir apporté d'évolution aux renseignements demandés sur ses produits de traitement depuis l'inspection approfondie du 24/04/2024. Par conséquent, les demandes formulées à la suite de cette visite restent inchangées à savoir : Dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport signé : - fournir à l'inspection la composition du produit CA110 - déterminer si le CA110 est un produit biocide ou non. - déterminer si les produits vendus par EAUTEX (à savoir le CA 110 et le BALK 20) et utilisés par SHL disposent d'une autorisation de mise sur le marché ou si une demande a été déposée conformément au règlement sur les produits biocides.</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Carnet de suivi L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne : — les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; — les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; — les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; — les périodes d'arrêts complet ou partiels ; — le tableau des dérives constatées pour la concentration en Legionella pneumophila, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ; — les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; — les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ; — les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs. — les modifications apportées aux installations.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Suite à la visite approfondie légio du 24/04/2024, l'inspection avait constaté que les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement et que les dérives constatées pour les indicateurs de suivi physico-chimiques n'étaient pas reportés dans le carnet de suivi.</p> <p>Lors de l'inspection du 24/05/2024, l'exploitant a déclaré n'avoir pas apporté de modification à son carnet de suivi depuis la visite du 24/04/2024</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Demandes :</p> <p>Conformément à la demande formulée à la suite de l'inspection approfondie du 24/04/2024, l'exploitant transmettra dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent rapport, les modifications apportées au carnet de suivi concernant notamment les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement et les dérives constatées pour les indicateurs de suivi physico-chimiques afin de se conformer à l'annexe 1 article 3.7.IV.2. de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Entretien préventif de l'installation en fonctionnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2010, article 8.2.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, la prévention de la légionellose</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est maintenue propre et dans un bon état de surface pendant toute la durée de son fonctionnement.</p> <p>Afin de limiter les phénomènes d'entartrage et de corrosion, qui favorise la formation du biofilm sur les surfaces de l'installation et la prolifération des légionelles, l'exploitant s'assure d'une bonne gestion hydraulique dans l'ensemble de l'installation (régime turbulent) et procède à un traitement régulier à cet effet permanent de son installation pendant toute la durée de son fonctionnement. Le traitement pourra être chimique ou mettre en œuvre tout autre procédé dont l'exploitant aura démontré l'efficacité sur le biofilm et sur les légionelles dans les conditions de fonctionnement de l'exploitation.</p> <p>Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations minérales à un niveau acceptable en adéquation avec le mode de traitement de l'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est maintenue propre et dans un bon état de surface. La bonne gestion hydraulique ainsi que le traitement régulier des installations sont assurés pendant toute la durée de fonctionnement. Le traitement mis en œuvre est un traitement chimique continu composé des produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le BALK 20 : Biocide à base d'isothiazolone utilisé lors du nettoyage des deux tours effectué le 05/03/2024 et lors des derniers traitements choc réalisés le 15/04/2024 pour la tour Evapo et la tour Event. - Le Antitartre-Anticorrosion-Biodispersant TA CA 110B : Anti-tartre, corrosion et bio-dispersant à base d'amine grasse éthoxylée est mis en place en continu pour un dosage de 4.4 l/m³ pour la tour Evapo et de 2 l/m³ pour la tour Event. L'inspection a pu constater sur site le bon fonctionnement

du dispositif de purge. L'antitartre TA CA 110 B est injecté en continu. L'inspection a constaté que cette injection était gérée par un automate et se faisait au goutte-à-goutte par une pompe dosette. Cette injection entraîne une concentration extrêmement faible des produits dans le circuit (quelques milligrammes par litre) et permet d'éviter toute réaction dangereuse entre ce produit et le biocide Balk 20.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : la prévention de la légionellose

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2010, article 8.2

Thème(s) : Risques chroniques, la prévention de la légionellose

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la concentration en *Legionella Pneumophila* dans l'eau de l'installation en fonctionnement soit en permanence maintenue à une concentration inférieure à 1000 UFC/l selon la norme NF T 90-431 ou autre méthode d'analyse préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées.

Constats :

Le dernier traitement choc pour les 2 tours EVENTS et EVAPO a été réalisé le 15 avril 2024. D'après le rapport d'analyse (référence A14821/24/802 du 11/06/2024), les résultats pour les circuits des deux tours EVENTS et EVAPO ont été obtenus par la méthode de recherche NF T 90-431 et les résultats obtenus sont conformes et les valeurs des concentrations relevées dans les circuits sont inférieures au seuil de concentration en *Legionella pneumophila* de 1000 UFC/L dans l'eau du circuit.

Tour Evapo		Tour Events	
Paramètres	Résultats	Paramètres	Résultats
Date du prélèvement	24/05/24	Date du prélèvement	05/06/23
Heure du prélèvement	09h55	Heure du prélèvement	09h45
Couleur de l'eau	Limpide	Couleur de l'eau	Limpide
Dépôts	Absence	Dépôts	Absence
Température in situ	19,2°C	Température in situ	22,3°C
ph	9,19	ph	14,4
Conductivité	1,381 mS/cm	Conductivité	1,987 mS/cm
Turbidité	0,00 NFU	Turbidité	0,00 NFU
Date de la dernière désinfection choc	15/14/2024	Date de la dernière désinfection choc	15/04/24
Légionelle pneumophila	Concentration < 1000 UFC/L	Légionelle pneumophila	Concentration < 1000 UFC/L

Type de suites proposées : Sans suite